

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4537 - Mercredi 03 Janvier 2024 - Prix : 200 Fc

INTERVIEW :

Mouigni Baraka : "La candidature unique ne sera pas en faveur de l'opposition"



CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le candidat Abdallah Said Sarouma rejoint l'opposition

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

20 Djamadul Thani 1445
Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Janvier 2024

Lever du soleil:

05h 42mn

Coucher du soleil:

18h 38mn

Fadjr : 04h 33mn

Dhouhr : 12h 13mn

Ansr : 15h 50mn

Maghrib: 18h 40mn

Incha: 19h 52mn



Mouigni Baraka : "La candidature unique ne sera pas en faveur de l'opposition"

À deux semaines de l'élection présidentielle, le candidat Mouigni Baraka a accepté de répondre à nos questions.

Question : Quelle est votre vision pour le pays et quelles sont vos principales priorités en tant que président ?

Mouigni Baraka : Tout d'abord je suis un ancien administrateur avec 15 ans d'expériences, et ancien gouverneur de l'île de Ngazidja, donc mes priorités sont celles du pays. Il y a plusieurs volets à savoir le volet politique, qui vient de s'inviter sur table. Nous avons une Constitution qui reflétait surtout les aspirations des îles. Cette constitution avait deux points essentiels à savoir la tournante et l'autonomie des îles. Malheureusement nous avons assisté à un balayage total de cette Constitution. Donc nous allons passer par une réforme de la Constitution plus particulièrement, le retour à l'ordre constitutionnel. C'est d'ailleurs le sujet de bataille de l'opposition. Nous réclamons toujours le respect de l'Accord de Fomboni et de mettre de côté la Constitution taillée sur mesure d'Azali Assoumani. Il est temps d'appeler toutes les tendances politiques, notamment la société civile autour d'une table ronde pour un retour à l'ordre constitutionnel. Le but est de renforcer l'unité nationale et la solidarité des îles. Les deux points à discuter ce serait l'autonomie et la tournante. Nous devons restaurer l'autorité de l'Etat pour endiguer toute forme de favoritisme et de laxisme dans la gestion des affaires de l'Etat. L'autonomie, ce n'est pas que du côté de l'administration mais aussi le coté financier. Je pense que le gouverneur de l'île doit avoir le minimum pour répondre à certaines obligations de l'île en question. Quand j'étais gouverneur, je fais des actions qui sont gravés dans l'esprit des Comoriens, qui ont assuré la stabilité de l'île. Je pense qu'il est important de réinstaurer l'autonomie de l'île pour garantir la stabilité et aussi aider le pays à décoller en même temps.

Le deuxième volet, il est plutôt économique, surtout la question de l'administration elle-même. Parmi les questions qui rongent le pays c'est la fonction publique. Il y a certaines anomalies à corriger. Nous avons une administration pléthorique et inefficace. Il y a aussi la lutte contre corruption qui a pris une dimension inquiétante dans notre pays. Nous sommes classés 10e en matière de corruption dans le monde. Aujourd'hui nous avons un budget qui va jusqu'à 100 milliards de nos francs, c'est un peu excessif. Le recouvrement ne dépasse pas les 50%. Je vais essayer de fermer tous

les tuyaux en mettant des mesures comme des nouvelles stratégies d'amélioration et de sécurisation des recettes de l'Etat et maîtriser les dépenses publiques, appliquer une pédagogie collective qui puisse éradiquer tout ce qui favorise la corruption, à la réduction de train de l'Etat. Je pense à réduire le salaire du chef de l'Etat à 7 millions de nos francs et réduire les voyages et surtout les fortes délégations. Cette manne d'argent nous allons l'utiliser en créant des emplois aux jeunes. Il y a d'autres comme l'environnement, la lutte contre la pauvreté, l'éducation, la santé, la création d'emploi des jeunes etc.

Question : Kiki a déclaré qu'il est prêt à ce que l'opposition présente un candidat unique face au président sortant. Est-ce que c'est une bonne démarche ?

Mouigni Baraka : Je ne peux pas critiquer son idée. Je me demande sur quelle base il pose sa problématique. Faire cela, c'est éviter de dire la vérité. Le problème ce n'est pas une question de candidat. C'est plutôt la règle du jeu. Au lieu de parler de la sécurisation, de la manière où nous allons avoir des résultats, on nous parle d'un candidat unique. Moi je sais qu'aujourd'hui la CRC essaie de tout avoir au niveau des bureaux de vote. C'est-à-dire 100% des membres de bureaux. Nous avons 868 bureaux de votes et chaque bureau de vote aura 5 membres. Imaginer si nous avons 5 personnes face à un assesseur. Le jeu est fait. Par contre 5 personnes face à 5 assesseurs, je pense que le match sera équitable. Je suis contre cet esprit qui, je sais bien, ne sera pas en faveur de l'opposition.

Question : Que pensez-vous de l'intention de Salim Issa d'écourter son mandat une fois élu pour permettre la reprise de la tournante au profit d'Anjouan ?

M.B : Je pense qu'on n'en arrivera pas là. Moi je préfère montrer en détail ce qui doit se passer. Avant d'écourter le mandat, il faut une Constitution. On ne peut pas le faire avec l'actuelle Constitution, ce serait une démission. Moi je préfère parler d'une table ronde qui réunira tous les enfants comoriens. Car je sais qu'il y a des quoi à corriger sur la Constitution actuelle. Je peux écourter le mandat mais à l'issue de la table ronde. Je souligne que dans cette nouvelle Constitution, il y a une chose importante que nous devons mener. C'est la question du garde-fou. On nous a toujours reproché que nous n'avons pas mis un garde-fou sur l'ancienne Constitution. On ne peut pas permettre au président de faire ce qu'il

veut. C'est pour cela qu'il faut placer les mots là où il faut. Il ne faudrait pas balancer des mots qui vont satisfaire certains et qui n'ont pas de sens dans la réalité. Moi j'aimerais démontrer la réalité et montrer au politique et aux jeunes la démarche à suivre, expliquer la population les solutions que nous allons mettre en application pour que le pays retrouve la stabilité et qu'il décolle.

Question : Depuis quelques années, le système éducatif comorien est miné par des grèves à répétition. Quels sont vos solutions pour une amélioration ?

M.B : Je vais toujours me référer à mes cinq ans de mandature en tant que gouverneur. J'ai vu pas mal de difficultés autour de l'éducation notamment sur la question des équipements. J'avais mis un programme de distribution de fourniture gratuite et de mutuelle de santé. Aujourd'hui le système éducatif national ne répond pas aux exigences socioéconomiques de notre pays. Les formations ne sont pas adaptées. Je vais valoriser le rapport final issu des dernières assises nationales sur l'éducation. Renforcer et généraliser la gratuité des fournitures scolaires dans les écoles publiques, valoriser la carrière d'enseignant et son salaire, remettre de l'ordre sur l'attribution de bourses pour l'enseignement supérieur, etc... Je pense que les moyens ne suffisent pas pour régler les choses, il faut aussi que l'Etat soit près des enseignants et que les enseignants soit près des parents. Il faut regarder de près cette question de grille indiciaire. Car aujourd'hui un enseignant qui est payé 50.000 Fc avec cette conjoncture économique, comment va-t-il faire pour subvenir aux besoins de sa famille ? C'est inadmissible. D'où l'idée de réduire le salaire du chef de l'Etat et ses membres.

Question : On est à quelques jours des élections et un entretien téléphonique relayé par Comores infos vous accable de mettre en place des procédés illégaux pour gagner des voix à Anjouane ne les achetant. Que répondez-vous ?

M.B : Je n'ai jamais été un tricheur. J'ai été victime de la nouvelle technologie. Beaucoup ont entendu et m'ont soutenu car ils savent que je ne ferai jamais une chose pareille, je les remercie. Nous sommes en période de campagnes, chacun a besoin de blesser l'autre. Même de l'écarter de la course. J'étais à Paris récemment, j'ai été en classe business et comme par hasard mes deux colis portant mes photos, ont été volatilisés dans la nature. Ils ont été égarés. Comment je peux le comprendre ? Je suis



rayé de la liste protocolaire malgré mon statut d'ancien gouverneur. Je n'ai pas le droit d'accéder au salon VIP, peut-être qu'ils m'ont retiré le passeport diplomatique. Ils savent ce qu'ils veulent et moi je sais ce que je veux : je veux être président, je veux un pays stable et calme, un pays où chacun aura le droit de s'exprimer et on va remporter cette bataille.

Question : Quelle politique économiques proposeriez-vous pour stimuler la croissance et créer des opportunités d'emploi ?

M.B : Nous avons une enveloppe qui sera disponible, qui s'évalue jusque 4 milliards de nos francs l'année. Pour stimuler les opérateurs, il faut d'abord les encourager à travailler. Il faut réduire les charges à savoir les charges liées au fret aéroportuaires, aux impôts. Les moyens sont là. Nous pensons que nous devons inciter la production nationale. C'est pour cela que nous allons créer des axes qui nous permettront que les agriculteurs puissent se lancer. J'ai pris l'engagement de relever des taxes sur des produits qui viennent de l'extérieur. Il faut aussi encourager les petites et moyennes entreprises, développer les dispositifs de garanties qui permettent de faciliter l'accès au financement. Il faut réduire les importations. L'emploi reste et demeure une priorité. L'objectif est de créer des emplois pour tous secteurs confondus. Et beaucoup et à faire comme la formalisation du secteur informel.

Question : Quelles initiatives proposez-vous pour faire face aux défis environnementaux, tels que le changement climatique, et promouvoir la durabilité ?

Mouigni Baraka : Nous sommes dans un pays insulaire avec beaucoup de menaces. Nous vivons ce qu'on appelle aujourd'hui le réchauffement climatique. Il y a des

engagements que l'Etat a pris avec certaines partenaires, il faut déjà les respecter et les répondre. Ce qui est dommage est que l'Etat n'attend que des aides pour poser des actions visibles. Ce qui nous pouvons mener, surtout sur le sujet de la déforestation ou la question des villes propres. Cette question d'environnement a plus de conséquences sur les agriculteurs et les pêcheurs. Pour le monde rural nous pouvons créer un crédit agricole national afin d'accompagner le financement en capital et en dette des producteurs agricoles, développer des emplois ruraux non agricoles qui accompagnent l'agriculture en rendant disponible l'énergie, l'eau et les technologies numériques. Ma vision est aussi de définir une politique d'éducation pour la protection de l'environnement, maîtriser les gestions des airs protégés.

Question : quelles mesures prendrez-vous pour renforcer le système de santé national et de garantir l'accès aux soins pour tous ?

M.B : Il n'y a pas de formule magique. Aujourd'hui un programme est en étude entre le gouvernement en place et les autorités françaises à savoir la couverture sanitaire. C'est un très bon programme sauf que l'Etat ne se donne pas les moyens pour financer ces opérations. L'étude est déjà faite, il faut juste les moyens à mettre sur la table. Pour que ce programme voie le jour. Tout le monde aura des soins à moindre coût. L'idée est d'établir un système de santé adéquat, efficace, accessible et universel pour permettre l'amélioration du taux de couverture maladie et l'accélération de l'atteinte des objectifs de développement durable liés au secteur santé.

Propos recueillis par
Andjouza Abouheir

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le candidat Abdallah Said Sarouma rejoint l'opposition

« Ma première action dès que je suis élu c'est de réunir les mohéliens de tout bord autour d'une table pour jeter un coup d'œil sur la constitution et poser la problématique au niveau national » promet l'ancien vice-président à l'assemblée nationale accusant la constitution de plusieurs incohérences en citant en autres son éviction de son statut de député par ce qu'il appelle « un groupe de personnes venues de nul part ». « Et pour ceux qui diront mais toi tu étais là-bas, dites leur vous qui étiez ici qu'avez-vous fait ? » rétorque celui qui a décidé de combattre dorénavant aux côtés de l'opposition contre Azali Assoumani.

Deux semaines après l'ouverture de la campagne électorale et une semaine après son éviction de l'assemblée nationale, le candidat au poste de gouverneur de Mohéli Abdallah Said Sarouma alias Chabhane a tenu son premier meeting de campagne à Mouzdalifa (quartier de Fomboni). Le coach Chabhane a d'emblée présenté ses excuses à la population comorienne et mohélienne en particulier pour les erreurs qu'il aurait

commises durant son parcours politique. Et lui, de demander aux mohéliens de lui donner leur confiance pour diriger l'île pendant les 5 prochaines années car, dit-il « la mer est et sera très agitée et exige un commandant expérimenté qui n'est autre que Chabhane ».

L'ancien vice-président de l'assemblée nationale reviendra ensuite sur programme une fois élu. « Ma première action une fois élu sera de réunir les mohéliens de tout bord



Said Abdallah Sarouma tient son 1er meeting à Fomboni.

autour d'une table pour examiner de plus près la constitution et poser la problématique au niveau national »

promet l'ancien vice-président à l'assemblée nationale, fustigeant la constitution de plusieurs incohéren-

ces, en citant en autres son éviction de son statut de député par ce qu'il appelle « un groupe de personnes venues de nul part ». « Je sais qu'il y a ceux qui vous diront que j'étais là-bas, mais eux ils étaient ici et ils n'ont rien fait » rétorque celui qui a décidé de combattre dorénavant aux côtés de l'opposition contre Azali Assoumani.

L'ancien député rassure qu'il ne regrette rien de sa décision de se porter candidat aux élections de gouverneur de Mohéli contre vents et marées. « Je suis prêt à sacrifier ma vie pour les intérêts de Mohéli » dit-il. « Et je suis habitué de ne jamais terminer un mandat cela fait quatre fois ». La deuxième priorité du candidat Chabhane une fois élu, c'est de redorer l'autorité du pouvoir insulaire.

Riwad

ELECTION 2024 :

Cheick MC et Malha s'engagent pour la sensibilisation citoyenne

La scène artistique comorienne prend une position forte en faveur de la sensibilisation citoyenne en prévision des élections présidentielles et des gouverneurs, prévues pour le 14 janvier prochain. Les artistes engagés Cheick MC et Malha et la page Vision Pro, unissent leurs talents pour encourager la mobilisation pacifique des Comoriens à travers des spots vidéo diffusés sur les réseaux sociaux et des mini-vidéos.

Deux figures influentes de la scène artistique comorienne, Cheick MC et Malha, ont pris l'initiative de s'impliquer activement dans la sensibilisation citoyenne. Conscients de l'importance du double scrutin de 2024, ils ont créé des spots vidéo percutants appelant à la participation massive des citoyens tout en mettant l'accent sur le caractère pacifique du processus électoral. Cheick MC, connu pour ses paroles engagées, a exprimé son enthousiasme à participer à cette campagne importante. « En tant qu'artistes, nous avons le devoir de mobiliser notre communauté pour qu'elle s'exprime à travers le vote. C'est un moment clé pour le pays, et nous devons encourager une participation pacifique et consciente », souligne-t-il.

Malha, dont la musique a un fort impact auprès des jeunes, a souligné l'importance de se présenter aux urnes pour l'avenir du pays. « Les élections sont une opportunité pour le peuple de faire entendre sa voix. Nous devons choisir nos dirigeants avec soin et contribuer à construire un avenir meilleur pour les Comores », déclare-t-elle.

Les spots vidéo créés par Cheick MC et Malha visent à toucher un

large public. Ces vidéos abordent des thèmes tels que l'importance du vote, la responsabilité citoyenne et l'aspiration à un processus électoral pacifique. La créativité artistique est mise au service d'un message clair. « Chaque voix compte, et la participation pacifique est essentielle pour l'avenir du pays ».

En lançant cette campagne de sensibilisation, Cheick MC et Malha appellent la population comorienne à se mobiliser massivement le 14 janvier 2024. Ils encouragent un exercice démocratique conscient, pacifique et porteur d'espoir pour l'avenir des Comores. Cette initiative montre comment l'art et l'activisme peuvent se rejoindre pour créer

un impact positif dans la société. Il reste à savoir si leur appel sera entendu par la population dans la mesure où la grande inconnue de ces élections est le taux de participation.

Quant à la page de la vision Pro, reconnue pour son engagement envers des initiatives sociales et citoyennes, elle a facilité la création et la diffusion des petites vidéos mettant en scène des jeunes, des femmes et des hommes pour une éducation citoyenne. En tant que média influent sur les réseaux sociaux, Vision Pro utilise son influence pour maximiser la portée de la campagne de sensibilisation et encourager la participation citoyenne.

Notons que cette initiative, financée par l'USAID à travers le PNUD dans le cadre d'un projet commun sur l'éducation citoyenne, vise à promouvoir des élections pacifiques et la participation active de la population. Les Comoriens sont appelés à partager ces vidéos de sensibilisation, à participer aux commentaires en ligne et à encourager leurs pairs à exercer leur droit de


vote de manière responsable. L'USAID, le PNUD et les artistes impliqués et tous les partenaires de ce projet commun espèrent que cette campagne contribuera à des élections pacifiques et à une participation accrue de la population, renforçant ainsi la démocratie en Union des Comores.

Andjouza Abouheir





UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement



COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

Communiqué de presse N°020/2023/COM/CENI

Dimanche 31 décembre 2023, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a organisé une formation des formateurs des personnes présélectionnées pour devenir des Membres des Bureaux de Vote (MBV), dans la salle de conférence de la CENI.

A cette occasion, la CENI a déploré le comportement incompatible, contrevenant à l'article 58 du Code électoral, lequel dispose que les membres de la CENI doivent entre autres «être reconnus pour leur compétence, leur probité, leur impartialité, leur moralité,...

L'Assemblée générale de la CENI de ce mardi 2 janvier 2024, ayant constaté les faits, a pris des mesures conservatoires contre le Commissaire Mshangama Monaward Ahmed, conformément aux dispositions du Règlement intérieur.

L'Assemblée générale a décidé de suspendre Mshangama Monaward Ahmed de toutes les activités de la CENI, jusqu'à nouvel ordre.

Moroni, le 02 Janvier 2024



MAIRIE DE MORONI :

Le budget 2024 au cœur du débat

La mairie de Moroni a organisé la 4e session ordinaire du conseil municipal le samedi 30 décembre 2023 au foyer Casm. C'était l'occasion pour le bureau exécutif de présenter le bilan des réalisations de l'année qui vient de s'écouler. Mais aussi, d'examiner et adopter le programme d'activités et le budget prévisionnel de l'exercice 2024. Le maire entend renforcer les mesures pour maintenir la paix et la sécurité dans la capitale.

Face aux élus, le maire Abdoufatah Said Mohamed a rappelé que les activités de l'année écoulée sont « assez importantes » et méritent un moment d'échange et de discussion. Il a aussi montré que malgré tous les efforts consentis par l'exécutif communal durant l'exercice 2023, le niveau

d'exécution des actions programmées « n'est pas à la hauteur des ambitions affichées » au départ et particulièrement en matière d'infrastructures. Tout en reconnaissant que malgré la courte période effective d'exécution, pratiquement de trois mois, c'est une satisfaction les efforts déployés, dans presque tous les secteurs d'activités engagées. Pour cela, il a félicité toutes les instances de la commune et tous les partenaires dont les efforts consentis et les contributions accordées, ont permis toutefois des résultats encourageants.

« Nous le savons tous, les raisons principales qui justifient les contreperformances constatées, notamment en matière d'investissements, sont d'ordre financier. Malgré les difficultés rencontrées dans la mobilisation et le recouvrement des recettes communales, je

me réjouis de porter à votre connaissance, que la mairie a pu assurer le versement régulier des salaires de son personnel » dit-il. « Pour cette année, il faut assurer sans rupture, la continuité des actions engagées. La réalisation des actions programmées contribuera à améliorer l'environnement urbain des affaires, à apaiser les ardeurs malsaines des ennemis de l'État. Et à mieux contribuer dans les mesures de prévention d'un éventuel climat de désordre public, aux issues imprévisibles et préjudiciables au maintien de la paix et de la sécurité », lance-t-il.

Et de poursuivre « c'est dans ce sens que l'exécutif communal, reconduit en priorité les actions du programme de l'exercice précédent et sollicite la collaboration et l'appui de ses partenaires étatiques, du secteur privé et de la société civile, pour apporter leur soutien à la dyna-



Siège de la Mairie de Moroni Place Badjanani

mique communale, à travers les principaux axes d'intervention qui vous sont présentés ». Selon lui, le présent programme va accompagner aussi efficacement que possible, l'activité régulière de la population, dans un climat de paix, de sécurité et

va contribuer également à la réussite du processus électoral qui vient de s'engager et auquel on souhaite bon déroulement et bonne réussite.

Nassuf Ben Amad

CULTURE

Un Carnaval haut en couleurs

C'est vêtu de leurs plus belles tenues qu'une centaine d'enfants a défilé dans la médina de la capitale, samedi 30 Décembre dernier. Une façon originale pour les organisateurs, en l'occurrence le Centre Culturel et de Loisirs de Badjanani, d'annoncer la couleur quant à leur renaissance.

Des jeunes filles en saluva, en kandzu, en chiromani. Des jeunes hommes, flanqués de moustache au crayon sur le menton et habillés en kandu, en ikoyi ou encore en bushti. Le Carnaval du Cclb a célébré le vêtement traditionnel. Mais pas que ! « Je suis déguisé en super héros », s'est réjoui Malik, 6 ans, accompagné de

son frère lui aussi déguisé en super héros. Après la prière de l'asr, parents et enfants se sont donnés rendez-vous devant le Centre. « Le départ se fera à Badjanani. Nous irons jusqu'à Mtsangani, puis nous reviendrons vers Badjanani en faisant le tour du rond-point. L'arrivée, c'est la place publique », a expliqué un animateur du Centre.

Et c'est parés de leurs plus beaux atours que les enfants ont fièrement défilé : ornements dorés au cou, au poignet, à la tête, ... motifs de fleurs sur les visages, réalisés au bois de santal, jasmin dans les cheveux. « Je suis heureuse. Le Centre renaît et les enfants s'amuse. C'est tout ce qui compte », a déclaré une mère de famille qui a joué le

jeu et porté sa plus belle tenue. Sur la place publique, petits et grands se sont rassemblés. « Nous allons maintenant démarrer les jeux, approchez les enfants ». Quizz, concours de danse, ... il y'en avait pour tous les goûts. « Le thème du carnaval n'était pas clairement défini. Il fallait juste venir déguisé et s'amuser, et le rendu final était très bien », a expliqué un des organisateurs.

Pour rappel, le Cclb, crée en 1997, a connu plusieurs années d'inaction en raison du Covid et du cyclone Kenneth notamment. En ce début d'année, les membres du Centre ont émis le souhait de reprendre les activités et faire du lieu, un espace de culture et d'é-

changes tel que pensé initialement. « On a de plus en plus de jeunes qui rejoignent l'équipe, ça fait chaud au cœur. On vous promet de belles choses pour l'année à venir », a confié Touhoufat Abdelkader, Présidente du Cclb qui félicite les jeunes, principaux promoteurs du carnaval. A la fin de la journée,

adultes et enfants ont dansé le sambe sur la place Badjanani. Un pas après l'autre, les danseurs ont exécuté une ronde parfaitement synchronisée, à l'image du Centre qui pose ses jalons pour une renaissance inspirée.

S.Ch



Carnaval du CCLB à Moroni

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

INTERVIEW

Glenn Younoussse, le futur des Cœlacanthes se livre

En vacance aux Comores, le jeune international comorien des girondins de Bordeaux, Glenn Younoussse a répondu aux questions de La Gazette des Comores. Il revient sur sa première sélection avec les verts contre le Cap-Vert en octobre 2023, son avenir au sein de cette sélection et ses ambitions avec le club de la capitale girondine.

Question : Quelles ont été tes premières impressions quand on t'a appelé pour la première fois en sélection nationale des A en octobre dernier contre le Cap-Vert ?

Glenn Younoussse : Une immense fierté pour moi. Je l'ai appris avant que la liste ne sorte par le community manager des U23, après quand je me suis aperçu que j'étais dans la liste c'était un peu la joie à la maison je veux dire. Représenter mon pays, d'autant plus que je suis attaché à mon pays, à sa culture je viens souvent ici, c'est la cinquième fois que je viens en vacance.

Question : Et comment ça s'est passé le stage et la rencontre contre le Cap-Vert ?

G.Y : Le stage s'est déroulé à

Marseille, on sait ce qui s'est passé pour moi ça changeait rien, on m'a appelé pour défendre les couleurs de mon pays, je viens et je défends comme si c'était ma propre famille. Le match face au Cap-Vert était très enrichissant pour nous. On a été une grande famille très liée que ce soit sur le terrain, le staff, il y'a vraiment eu un lien familial je pourrais dire. Dès le début on a été au courant de la situation du stage ça nous a pas fait peur on s'est dit les gars ça peut être une opportunité pour nous tous on va montrer même si on est jeunes ça veut rien dire dans le football on peut quand même bouger une grosse équipe. Le jour du match j'ai rarement vu ça on dirait il y'a eu 11 capitaines sur le terrain.

Question : Quelle est ta relation avec le sélectionneur. D'après ce que j'ai entendu il t'apprécie beaucoup ?

G.Y : Bon, déjà le coach il nous a directement mis à l'aise, il nous a montré son projet ce qu'il cherchait et il nous a mis en confiance dans le sens qu'il nous montré qu'il compte sur nous tout autant que les joueurs qui ont déjà une carrière, et qui sont en sélection depuis longtemps. Donc on a ressenti cette confiance, et ça nous a directement mis à l'ai-

se. Ensuite j'ai eu des conversations avec le coach, j'ai pu échanger avec lui, bon c'est vrai c'est une personne qui montre à quel point il tient à ses joueurs et directement ça, ça a fait la différence comment travailler. Que ça soit lui ou tout le staff notamment notre coach Abbas Chanfi qui était avec nous chez les jeunes, lui aussi le fait qu'il soit là, ça nous a permis de bien s'installer et je pense que ça été primordiale fait d'avoir fait un bon match.

Question : Comment est-ce que tu vois ton avenir dans cette sélection ?

G.Y : C'est un peu le métier que je vais faire, être footballeur. C'est de mentir que de dire que je ne veux pas être là à toutes les sélections ou le maximum. Pour moi ça serait d'être présent tout le temps de répondre tout le temps au besoin de l'équipe nationale pour pouvoir défendre mon pays. D'abord ça, ça passe par le travail. Mon objectif c'est d'aller à la coupe du monde et de se qualifier à la CAN car il faut aussi montrer aux autres nations que les Comores sont présentes.

Question : Et quels sont tes projets avec Bordeaux ?

G.Y : Bordeaux c'est ma ville,



c'est mon club de cœur, c'est un club qui m'a formé bien sur l'objectif premier ça serait de m'installer au sein de ce club de me faire une place au sein de l'équipe première. J'ai déjà pu faire des nombreux

matchs, des matchs amicaux, l'objectif premier pour moi c'est de rester à Bordeaux et de m'installer.

Propos recueillis par Imtiyaz

FOOTBALL-TRANSFERTS

Mercato, le dernier jour des mutations est fixé à demain

Ouvert le 21 décembre dernier la très attendue période du Mercato a été prolongée d'une semaine au-delà de la période normale. Censée prendre fin le 31 décembre dernier, cette période a été rallongée jusqu'au 4 janvier 2024. Un dysfonctionnement au niveau de la plateforme d'enregistrement a été la cause.

C'est en tout cas ce que nous pouvions lire sur une note signée du secrétaire général par intérim et chef de département du système informatique de la Fédération, Hamidou Mradabi. Dans cette note on peut lire « Comme les administrateurs systèmes le savent déjà, le 25 décembre 2023 à 17h20, nous avons identifié des problèmes au niveau des serveurs hébergeant l'application de gestion des mutations. » Et la note

circulaire de poursuivre : « Suite à cet incident, toutes les dispositions ont été prises afin de résoudre ce problème le plus vite possible. Ainsi, la période de mutations des joueurs est mise à jour comme suit, du 30 décembre 2023 au 04 janvier 2024. »

Avant que la date ne soit prolongée, les mises à jours des mutations envoyés par les différents clubs étaient au nombre de 135 dont 29 à Ngazidja, 71 à Ndzouani et 35 à Mwali. Par ailleurs 11 mutations libres ont été enregistrées sur l'ensemble des trois ligues. « Ces mises à jour de mutations ont été annexées sur un tableau conformément aux dispositions réglementaires en vigueur ». Conformément à l'article 63 des règlements généraux, il est établi un tableau en annexe portant les mises à jour des demandes de mutations déjà envoyées par les

différents clubs que nous tenons à rappeler qu'il ne s'agit pas d'un procès-verbal de mutation » conclut la note circulaire en date du 29 décembre 2023.

Sur les demandes de mutation

déjà envoyées, le champion des Comores en titre, Djabal Football Club est très actif avec cinq demandes de mutations dont trois (03) arrivées et deux (02) départs. En pertes de vitesse, les bleus d'Ikoni auront à

cœur dans cette deuxième moitié du championnat de renverser la tendance pour éviter toute mauvaise surprise à la fin de la saison.

Imtiyaz

Karalala, les sentinelles des urnes

Les Comoriens ont de nouveau rendez-vous avec les urnes pour choisir le futur président de l'Union et les gouverneurs des îles. Le suffrage universel constitue un des droits fondamentaux des citoyens qui par leur vote, décident de la marche de leur pays et des dirigeants à qui ils confient leur destin politique.

Malheureusement, nous assistons depuis quelques années à une confiscation systématique du choix des électeurs. Le déni du droit de vote s'est accentué au cours des derniers scrutins, particulièrement lors de la présidentielle de 2019, au point d'avoir émoussé la foi du comorien au verdict des urnes et à la possibilité d'une alternance politique par la voie démocratique.

L'appel au boycott lancé par une partie de l'opposition est significatif de cette désaffection qui nourrit un renoncement à se battre pour faire prévaloir ses idées. Contre la fatalité à la résignation, des acteurs et organisations de la société civile ont créé les « Sentinelles des urnes ». Derrière leur slogan KARALALA, ils appellent les comoriens à affirmer leur dignité de peuple en défendant leur bulletin de vote au nom du droit, mais surtout comme le moyen de prendre son destin en main.

Nous, les Sentinelles des urnes, appelons les électeurs à se saisir des élections de 2024 pour faire respecter leur bulletin de vote et exiger la sérénité de ces scrutins. Nous sommes convaincus que nous avons les moyens, par notre volonté et notre détermination, de protéger le vote des citoyens jusqu'à leur acheminement aux instances officielles. Nous serons présents dans chaque bureau de vote pour sécuriser le déroulement des opérations électorales et s'assurer que les données sorties des urnes seront celles qui seront compilées dans les instances électorales et conformes au vote des comoriens.

En tant que citoyens engagés et conscients de la culture de la fraude qui a entachée les élections passées, nous, les Sentinelles des urnes, avons le devoir de rétablir l'ordre normal des choses.

Nous sommes convaincus que la (re)possession du droit du vote des électeurs est la meilleure voie de renouer la confiance en nous-mêmes et en notre pays.

Retrouvons le sens du vote et redevenons les garants de notre propre sécurité et seule la vérité des urnes triomphera.

Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores
Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

LIBRE OPINION

Les Comoriens et la question palestinienne, une histoire très ancienne

Après l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 et l'offensive massive de représailles israélienne qui s'ensuit sur la bande de Gaza, l'Afrique du Sud, le Bangladesh, la Bolivie, les Comores et Djibouti ont saisi la Cour pénale internationale (CPI) afin d'enquêter sur la « situation dans l'État de Palestine ». Dans un communiqué publié dans son site Internet, le 17 novembre, le Bureau du procureur, Karim Khan, explique que cette saisine est conforme au Statut de Rome de la Cour pénale internationale selon lequel un État Partie peut déférer au procureur une situation dans laquelle un ou plusieurs crimes relevant de sa compétence semblent avoir été commis sur le territoire d'un autre État Partie.

Ce soutien des Comoriens à l'égard du peuple frère de Palestine n'est pas le premier du genre. Celui-ci s'inscrit dans une tradition historique qui date des années 1940. En effet, après le partage de la Palestine entre Juifs et Arabes, des lettrés musulmans de l'archipel ont organisé des prières en janvier 1948, qui coïncidaient avec le mois de maulid, dans un grand nombre de mosquées de la Grande-Comore et d'Anjouan pour solliciter à Allah le triomphe de la cause arabe. Mais, contrairement à leurs compatriotes de Zanzibar, aucun témoignage de sympathie n'a été adressé directement à la Ligue arabe. En revanche, le 19 août 1948, les notables d'Anjouan, aidés par

les religieux de cette île, ont demandé et obtenu d'Eugène Alanou, Administrateur supérieur des Comores, l'autorisation d'ouvrir une caisse d'entraide destinée à « leurs coreligionnaires palestiniens sinistrés et meurtris par les Juifs ».

Si les habitants de l'archipel tenaient à apporter leur assistance à la population palestinienne, ce n'est pas seulement parce que leur pays abrite la mosquée al aqsâ, l'un des Lieux saints de l'islam, ni même parce qu'elle partage avec eux la même religion, mais c'est aussi parce que la ville de Saint-Jean-d'Acre en Palestine fut le berceau de la Shadhuliyya al Yashrutiyya (dont on connaît l'importance aux Comores et en Afrique orientale) jusqu'en 1948. C'est de là qu'Abdallah Darwesh se serait affilié à cette confrérie avant de venir l'enseigner aux Comores. Il existe donc des liens forts entre la Palestine et les Comores, ce qui explique, entre autres, leur visite par Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine, en 1987.

Sur le plan politique, Said Mohamed Cheikh, député des Comores à l'Assemblée nationale française, a également milité en faveur de la cause palestinienne. Dans un discours prononcé à la Chambre, le 4 mars 1948, lors du débat sur la « question musulmane », il s'est exprimé en ces termes : « La Palestine fut conquise par le calife Omar au VI^e siècle et demeura sous la domination musulmane des Arabes d'abord, des Turcs ensuite,

jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale ». Ainsi, Said Mohamed Cheikh jugeait « le partage de la Palestine, une solution déplorable ». Il appelait solennellement la France à agir en faveur des Palestiniens puisque, par son passé, elle est « certainement la plus qualifiée des puissances pour faire entendre sa voix [...] La France doit donc faire entendre sa voix de la paix par la justice et le respect de la vie humaine ». Dans sa plaidoirie, Said Mohamed Cheikh fit à la France la proposition suivante : « On pourrait retenir le principe d'un État palestinien unitaire dirigé par un triumvirat composé du grand mufti [de Jérusalem], du grand rabbin et d'un prélat catholique palestinien assistés d'une assemblée législative ». Cette suggestion du député du Territoire des Comores visait donc à préserver la concorde entre les représentants des trois grandes confessions religieuses présentes en Palestine. « Il faut que la France parle et agisse avant que ne se produisent des événements, peut-être irréprochables », a-t-il conclu son discours.

Plus récemment, alors que Mahmoud Abbas s'appropriait à demander, le vendredi 23 septembre 2011, la reconnaissance d'un État palestinien à l'Assemblée générale de l'ONU, Ikilou Dhoïnine, président de l'Union des Comores, avait clairement affiché sa position. À l'exemple de ses confrères des pays arabes, il était prêt à soutenir cette démarche du président de l'Autorité palestinienne. C'était, pour



lui, une façon de maintenir cette relation, ancienne, entre les Comores et la Palestine.

Le 21 décembre 2017, au cours d'une « Session extraordinaire d'urgence » de l'Assemblée générale des Nations Unies, les Comores, à l'instar de 128 pays membres de l'organisation des Nations unies, ont voté la résolution, parrainée par la Turquie et le Yémen, qui condamnait implicitement la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par l'administration américaine.

Ali Mohamed Toibou
Docteur en Histoire de l'Université
Paris 7.
Enseignant au Canada.

Du génie de la crise aux Comores 1er acte – la malédiction électrique

Il existe autant de formules de développement que de pays développés. Le problème, c'est que nous autres Comoriens pensons la croissance comme une suite de réformes idéales et non comme une chaîne de processus intégrés. En d'autres termes, on cherche Mars en fonçant sur la Lune... Voici pourquoi nous sommes en peine d'avenir : la crise est encore notre horizon, car nous ne parvenons pas à traiter les maladies à la racine du système économique. Pourtant, comme le disait l'émir Abdel-Kader aux Français en 1848,

"Tout homme possède en tant qu'homme, les dispositions nécessaires pour saisir les vérités dans l'état où elles se trouvent"

Appliquons cet adage : si l'on considère notre histoire sans complaisance, c'est un véritable génie de la crise qui paraît. Tous les secteurs économiques le confirment. Afin de sortir de cet engrenage, étudions techniquement nos échecs.

Prenons dans un premier temps l'épineux dossier des délestages électriques et des

coupages intempestives quotidiennes : celles qui scandent la vie des Comoriens depuis des années. La Sonelec rame, et les 26,4 mégawatts nécessaires à nos trois îles sont loin d'être assurés. Les conséquences ?

Des usines et des entreprises à l'arrêt tous les quatre matins, des bâtiments qui fonctionnent à basse intensité, une population qui savoure bien malgré elle les charmes de la vie troglodyte... Au stade où nous en sommes, et quoi que clame la bonne parole gouvernementale, nous pourrions parler de « cancer technique ». Un cancer dont les métastases s'étendent à toute notre économie. Un cancer qui vole chaque année de précieux points de productivité nationale. Sans accord sur une politique de stabilité énergétique pérenne, les grands discours gouvernementaux sonneront comme des contines.

Pourtant, me dira-t-on, nos ministres se démènent visiblement pour apporter des solutions à ce trou noir électrique... J'entends l'argument. En mars 2019, en pleine période électorale, sept énormes groupes

électrogènes avaient été fraîchement débarqués sur le port de Moroni, grâce au Fonds Abu Dhabi. Prenons un autre cas d'école : en mars 2021, trois moteurs électrogènes sont livrés par avion-cargo à l'aéroport de Moroni, afin d'offrir aux Comoriens une couverture électrique satisfaisante. Le gouvernement est la manœuvre, sourire en friandise, et tout le monde semble satisfait. On s'en frotterait les yeux... Or, ce qui paraît de prime abord une excellente nouvelle s'avère vite, si l'on approche un peu le nez, tortueux. Anomalie fâcheuse : contrairement aux pratiques légales, il n'y a pas eu d'appel d'offre. Le fait a été reconnu, et expliqué sous prétexte que l'urgence imposait d'aller vite. « Vous savez tous que le pays a besoin d'électricité (...) on était obligé de résoudre ce problème d'électricité dans l'urgence, car le Ramadan c'est dans quelques jours », plaide Houmed Msaidie. Aussi, que les lecteurs se rassurent : promis juré, les autres transactions seront soumises à de scrupuleux appels d'offre... Comme disait mon grand-père, « la ficel-

le est un peu grosse ». Surtout, le diable est dans les détails : une bonne nouvelle qui trône sur une base brinquebalante, ça ne dure pas bien longtemps. De fait, les déconvenues n'ont pas loupé : pannes et délestages ont repris du service après le bel effet d'annonce...

Tout récemment, alors que les prochaines élections nationales se profilent, le gouvernement a soudain déboursé quatre milliards pour acquérir cinq groupes électrogènes et des pièces de révision.

Quelle providence, me dira-t-on de nouveau... Une providence bien tardive, et pourtant fort précise, puisque la voici parfaitement réglée sur l'échéance de la présidentielle : aux grands hommes la Patrie reconnaissante... paraît-il. Comment ne pas voir que ce qui est soudain possible à l'extrême fin d'un mandat gagnerait à être entrepris au quotidien, du début jusqu'au terme dudit mandat ? La procrastination est la maladie congénitale des pays pauvres, et les Comores en savent quelque chose.

Cette procrastination gouvernementale, budgétaire, orga-

nisationnelle, ministérielle, municipale, voici donc notre Minotaure... le monstre qu'il nous faudra abattre ces prochaines années, afin de trouver le chemin du développement.

Que conclure de ce mauvais feuillet ? L'électricité aux Comores, ce n'est pas qu'une question d'investissements disparates et consentis dans l'urgence : c'est une question structurelle, qui ne sera pas résolue tant que ne sera pas budgétée une stratégie d'approvisionnement sur le long terme. La formation de techniciens agréés devra aussi être revue, doublée d'un contrôle officiel de la société civile.

On se souvient de la réplique aigre-douce de Paul Morand : « J'aime l'ancien, mais avec l'électricité »

A toutes fins utiles, nos édiles pourraient cesser de nous vendre du moderne... sans électricité.

Nassur Oumouri
Vice-Président du fonds
du développement des
Comore